

Communiqué de presse du 25 mai 2022

Union des Étudiant-e-s de Suisse UNES / Commission fédérale des migrations CFM

Table ronde : étudier après avoir fui son pays

Parmi les personnes déplacées d'Ukraine, mais aussi d'Afghanistan, de Syrie, de Russie ou d'autres pays qui arrivent aujourd'hui en Suisse se trouvent de nombreux étudiants et universitaires qui cherchent à poursuivre leur parcours académique dans notre pays. Le défi est de taille : beaucoup se retrouvent déqualifiés, faute de reconnaissance de leurs formations antérieures. À ces obstacles s'ajoutent la difficulté d'accéder à un cours de langue avancé ou aux examens d'admission et la nécessité de passer par diverses institutions avant de pouvoir intégrer un cursus d'études en Suisse. Pour ces réfugiés comme pour la société suisse, il en résulte une perte de potentiels. Face à ce constat, la Commission fédérale des migrations CFM et l'Union des Étudiant-e-s de Suisse (UNES) ont organisé une table ronde intitulée « Étudier après avoir fui son pays » le 24 mai 2022.

Près de 70 représentants issus d'autorités nationales et cantonales, de hautes écoles suisses et des milieux politiques ainsi que des personnes directement concernées se sont réunis à Berne pour débattre des voies et moyens qui permettraient de faciliter l'accès aux études supérieures en Suisse pour les personnes ayant fui leur pays.

Le coup d'envoi de l'événement a été donné par Dimitri Sudan, responsable du Domaine Relations Internationales swissuniversities, Cornelia Lüthy, vice-directrice du Secrétariat d'État aux migrations SEM, domaine de direction Immigration et intégration, et Mathieu Crettenand, Délégué à l'intégration de l'Université de Genève.

Dans son allocution, Dimitri Sudan a rappelé que « l'accès aux hautes études pour les réfugiés ne concerne pas uniquement le domaine de l'intégration, mais aussi celui de la formation. Ce n'est qu'en coordonnant les efforts de tous les acteurs concernés que les défis tant structurels que financiers peuvent être surmontés. »

Cornelia Lüthy, vice-directrice du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), domaine de direction Immigration et intégration, a ajouté que « une intégration durable sur le marché du travail ne fonctionne qu'avec le solide bagage qu'apporte une formation ».

Mathieu Crettenand, Délégué à l'intégration de l'Université de Genève UNIGE, a présenté le programme « Horizon académique » mené sous sa responsabilité par l'UNIGE. Programme de référence pour soutenir les exilés qualifiés dans leur parcours académique, « Horizon académique » compte aujourd'hui 276 participants.

L'initiative revient aujourd'hui à d'autres cantons et hautes écoles

Pour que l'intégration académique des réfugiés qualifiés puisse réussir, d'autres cantons et hautes écoles devront passer à l'action. Quant à savoir qui devra prendre quelles mesures, cette

question a été au cœur de la réflexion menée par Metin Turker, responsable de projet du Bureau de l'intégration des étrangers de Genève, René Graf, vice-recteur de la HES-SO, Simone Keller, membre du comité exécutif de l'association Offener Hörsaal de Bâle, Elischa Link, co-président de l'UNES et Julien Eggenberger, député PS du canton de Vaud.

La formation est un droit fondamental. Pour encourager l'accès aux hautes écoles, il faut un engagement politique et des conditions cadres adéquates. Si les autorités, les hautes écoles la société civile et le monde politique tirent à la même corde, alors l'accès aux hautes écoles pourra s'ouvrir pour les réfugiés et les personnes à la recherche de protection.

L'intégration académique : un parcours semé d'embûches

La table ronde a été animée par Fatemeh A. et Sherefedin M., respectivement iranienne et érythréen d'origine, qui ont tous deux étudié en Suisse après y avoir trouvé refuge. Sherefedin M. a étudié la sociopédagogie, tandis que Fatemeh A. est aujourd'hui en deuxième semestre de droit, après avoir obtenu un premier bachelor en droit en Iran. Si elle peut concevoir que ses diplômes ne soient pas automatiquement reconnus en Suisse, elle constate néanmoins que de nombreux obstacles inutiles ont freiné son intégration académique en Suisse. Ainsi, à son arrivée dans le pays, elle a d'abord été hébergée dans un centre pour requérants d'asile situé dans un lieu si reculé qu'elle ne pouvait même pas se rendre au village le plus proche en bus – le centre n'étant desservi que trois fois par jour par une navette. Pour suivre un cours d'allemand gratuit à deux heures de marche du centre, il fallait qu'elle se lève à quatre heures du matin. L'assistante sociale alors en charge de son dossier ne l'a pas vraiment soutenue dans ses démarches. On ne cessait de lui répéter qu'il était illusoire de vouloir s'engager dans des études ici. Il a fallu qu'elle attende le programme « START! » d'intégration à l'Université de Zurich pour trouver le soutien nécessaire. Mais Fatemeh A. est heureuse de ne pas avoir jeté l'éponge et de poursuivre aujourd'hui ses études. Son expérience illustre bien le parcours d'autres réfugiés en Suisse.

[Programme et une vue d'ensemble des institutions participantes](#)

Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire :

UNES : Elischa Link, elischa.link@vss-unes.ch, 078 821 18 05

CFM (allemand) : Bettina Looser, bettina.looser@ekm.admin.ch, 058 465 62 03, 076 390 48 21

CFM (français) : Etienne Piquet, etienne.piquet@unine.ch, 079 744 28 20